



Enrico Letta, l'Europe comme solution

Le débat sur la faiblesse de l'Europe dans le grand jeu géopolitique actuel oppose de manière de plus en plus frontale d'un côté les eurosceptiques et de l'autre les partisans d'un approfondissement de l'intégration européenne. Ces derniers brandissent le Rapport Draghi comme feuille de route incontournable pour remettre l'Union Européenne à sa juste place face aux Etats-Unis et à la Chine.

Il oublient souvent de mentionner un autre rapport, publié à peu près en même temps que celui de Mario Draghi, par un autre grand dirigeant politique italien, et qui est tout aussi essentiel : il s'agit du rapport intitulé « Much more than a market » rédigé par Enrico Letta, ancien Président du Conseil italien, et qui a donné lieu à la publication d'un livre en France, « Des idées nouvelles pour l'Europe » (Editions Odile Jacob).

L'Europe, géant économique aux pieds d'argile

Enrico Letta avance des idées simples et pragmatiques, mais porteuses d'une grande ambition : redonner à l'Europe la place qui devrait être la sienne dans l'économie mondiale compte tenu de la taille de son marché, de ses capacités industrielles, de ses compétences scientifiques et de sa puissance exportatrice.

Or, force est de constater que l'Europe ne prend pas ce chemin-là, et prend de plus en plus de retard par rapport aux autres grandes puissances économiques mondiales.

Pour Enrico Letta, cette situation s'explique avant tout par l'insuffisante intégration du marché intérieur, qui empêche l'Europe d'exploiter son potentiel. La construction de l'Union européenne n'a pas été menée à terme, malgré des acquis très importants avec le Marché Unique, l'Euro, les accords de Schengen, ou plus récemment le plan de relance Next Generation-EU.

La question principale sur le plan économique est pour Enrico Letta celle du Marché Unique. Sur les quatre libertés de circulation fondamentales pour assurer un fonctionnement fluide du marché, deux seulement ont été pleinement réalisées : les libertés de circulation des personnes et des biens. En revanche, le secteur des services et celui des marchés des capitaux sont restés très largement régulés à l'échelon national.

Quand l'inachèvement du marché unique devient un handicap stratégique

Cette situation a des conséquences majeures sur la compétitivité de l'économie européenne, comme le montrent quelques exemples parlants.

Le premier d'entre eux est le secteur stratégique des télécommunications : la régulation est restée nationale, ce qui a conduit à une multiplication des opérateurs : il y a une centaine d'opérateurs en Europe avec 5 millions de clients chacun en moyenne, alors qu'un opérateur chinois peut servir jusqu'à 500 millions de clients, et un opérateur américain jusqu'à 100 millions. Il est évidemment très difficile d'atteindre une taille critique dans ces conditions...

Le domaine de l'énergie, tout aussi essentiel, pose des problèmes similaires avec un grand morcellement du marché et une absence complète de politique commune, alors même que les enjeux sont bien évidemment supranationaux. L'Europe ne tire pas parti de la taille du marché continental, avec comme conséquences des coûts de l'énergie bien supérieurs à ceux de ses principaux concurrents et une interconnexion des réseaux insuffisante.

Il en est de même dans la finance, où l'absence d'un marché financier européen limite les possibilités des grands projets qui permettraient à l'Europe d'exister dans la compétition mondiale, et est une des causes de l'exportation de l'épargne européenne vers d'autres régions du monde, les Etats-Unis d'abord. Il y a trop de bourses de petite taille en Europe, ce qui fait le jeu de Londres et de New York. C'est ainsi qu'une partie substantielle de l'épargne européenne sert à financer l'économie américaine...

Le spatial est un autre exemple de ce gâchis. Faute de d'union suffisamment poussée des investissements des Etats européens, le marché est de plus en plus dominé par les acteurs américains et chinois : en 2025, Space X a effectué environ cent cinquante lancements, la Chine une soixantaine, contre cinq à peine pour l'Europe !

Dans la défense, la situation est comparable. Ce domaine reste de compétence exclusivement nationale, ce qui a pour conséquence la multiplication des programmes d'armement, sans possibilité d'atteindre la taille critique pour de nombreux produits et systèmes d'armes. L'aide militaire à l'Ukraine montre pourtant de manière éclatante les limites de cette fragmentation : sur les quelque 150 milliards d'euros d'aide octroyée par l'Europe, 80% ont été utilisés pour acheter des armements non européens !

Des succès isolés face à un échec systémique

Le tableau dressé par Enrico Letta se nuance toutefois de quelques aspects positifs, comme le secteur de l'aéronautique civile, ou Airbus a su se hisser au premier rang mondial en réunissant les forces de quelques grands pays européens.

De même, quelque tentatives positives sont à saluer : c'est ainsi que l'Union européenne vient de décider de créer un 28^{ème} régime de droit des sociétés, qui devrait être prochainement disponible. Grâce à ce nouveau régime, les entreprises qui ont des activités dans plusieurs marchés européens pourront faire l'économie d'un enregistrement dans chaque juridiction où elles sont présentes et opter pour le statut de société de droit européen, qui leur permettra d'avoir une existence juridique partout en Europe. Cette réforme devrait simplifier considérablement la vie des entreprises européennes et leur permettre de bénéficier davantage de la taille du marché intérieur.

Letta et Draghi : dépasser les égoïsmes nationaux ou accepter le déclassement

Mais chacun voit bien que l'Union reste trop timide, et devrait passer un véritable cap vers une intégration plus poussée et donc une économie plus efficace. Le récent rapport sur la Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis montre à quels point l'Europe est considérée par l'Administration Trump comme un partenaire secondaire et déclinant. Cette vision condescendante et méprisante de l'Union européenne, qui

s'ajoute aux décisions américaines sur l'Ukraine et sur l'OTAN devrait pousser les dirigeants du Vieux Continent à enfin réagir. Cet indispensable sursaut aura-t-il lieu ? Rien n'est moins sûr, mais le rapport d'Enrico Letta a l'immense mérite de montrer clairement la voie.

Il reste maintenant aux responsables politiques européens de prendre conscience des graves périls que notre continent doit affronter pour éviter le déclassement sur la scène mondiale. Puissent-ils endosser les recommandations de rapports Draghi et Letta, et dépasser enfin les égoïsmes nationaux. C'est à ce prix que l'Union européenne pourra retrouver sa place dans le monde.



Alain Bentéjac
Président de la Fabrique de l'Exportation